

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 10/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ETEX**

ZONE INDUSTRIELLE  
68490 OTTMARSHEIM

Références : 0006700464\_2022-11-30\_Etex\_Siniat\_PPC  
Code AIOT : 0006700464

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement ETEX implanté ZI 68490 OTTMARSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX
- ZI 68490 OTTMARSHEIM
- Code AIOT : 0006700464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site est la production de plaques de plâtre à partir de différents types de gypses (naturel, synthétique et recyclé).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les suites données à l'APC du 27/08/2018 (plan de substitution du gypse synthétique, ERS, traitement des rejets) et la surveillance du rejet du four en Mercure.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rejets Hg	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan de réduction des émissions atmosphériques en Hg du four de cuisson	AP Complémentaire du 27/08/2018, article 6	/	Sans objet
5	Programme de surveillance des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 27/08/2018, article 3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Étude technico-économique du traitement des rejets atmosphériques du four	AP Complémentaire du 27/08/2018, article 4	/	Sans objet
4	Étude des risques sanitaires liés aux émissions du site	AP Complémentaire du 27/08/2018, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis l'étude technico-économique du traitement des émissions atmosphériques du four imposée par l'article 4 de l'APC du 27 août 2018.

L'exploitant a transmis l'étude de risque sanitaire imposée à l'article 5 de l'APC, mais celle-ci doit être mise à jour au regard des rejets actuels du four de cuisson.

L'exploitant a transmis le bilan de la substitution de gypse synthétique par du gypse naturel pour l'année 2021.

Le niveau de rejet de Hg en sortie du four de cuisson ne respecte toujours pas, de façon continue, le niveau imposé par l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets Hg

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets four de cuisson
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) 8 - Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :  a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h, la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m <sup>3</sup> par métal et de 0,1 mg/m <sup>3</sup> pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl); (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser des mesures des rejets de mercure du four de cuisson. Ces analyses ont été réalisées une fois par mois, par un laboratoire agréé. Pour les années 2021 et 2022, l'exploitant dispose de 12 mesures en 2021 et 9 mesures en 2022 (les résultats des mesures de novembre 2022 et décembre 2022 ne sont pas connus à la date de rédaction de ce rapport). Les résultats disponibles montrent des dépassements significatifs de la VLE fixée à l'AM du 2 février 1998 : * 19/01/21 : 543 µg/Nm <sup>3</sup> (flux de 6.5 g/h) "Rapport n°119643082101R001(M01)_DEKRA du 25/03/21" * 19/02/21 : 1765 µg/Nm <sup>3</sup> (flux de 11.8 g/h) "Rapport n°119643082102R001(M02)_DEKRA du 15/04/21" * 07/07/21 : 298 µg/Nm <sup>3</sup> (flux de 1.3 g/h) "Rapport n°119643082107R001_DEKRA du 02/09/21" * 27/10/21 : 791 µg/Nm <sup>3</sup> (flux de 3.8 g/h) "Rapport n°119643082110R001_DEKRA du 26/11/21" * 20/04/22 : 940 µg/Nm <sup>3</sup> (flux de 5.4 g/h) "Rapport n°119643082204R001_DEKRA du 20/04/22" * 09/08/22 : 810 µg/Nm <sup>3</sup> (flux de 5.2 g/h) "Rapport n°119643082208R001_DEKRA du 02/09/22"
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Plan de réduction des émissions atmosphériques en Hg du four de cuisson

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/08/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de réduction des émissions atmosphériques en Hg du four de cuisson
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant substitue partiellement l'emploi, en tant que matière première dans son procédé, du gypse synthétique par du gypse naturel. Cette substitution s'effectue progressivement entre le 1er

janvier 2020 et le 31 décembre 2022 selon l'échelonnement indicatif suivant :

	2019	2020	2021	2022
Gypse synthétique	85%	57%	33%	23%
Gypse naturel	0%	33%	57%	67%
Gypse recyclé	15 %	10%	10%	10%

Le pourcentage final de substitution permettra de respecter les valeurs limites relatives aux émissions atmosphériques de mercure fixées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé.

L'analyse annuelle des métaux lourds dans les lixiviats n'est plus à réaliser.

**Constats :** L'exploitant, dans son courrier du 31 mars 2022, transmet un bilan de 2019 à 2021 de la substitution de gypse synthétique par du gypse naturel.

	2019	2020	2021	Au 10 mars 2022
Gypse synthétique	-	39%	33%	25%
Gypse naturel	-	43%	45%	52%
Gypse recyclé	-	18%	27%	23%

Les résultats montrent que l'objectif est atteint pour la diminution de gypse synthétique en 2020 et en 2021.

Cependant, la part de gypse recyclé augmente. Ce qui n'aurait pas dû être le cas.

Ce point doit être explicité par l'exploitant. En particulier, il convient qu'il précise la quantité maximum qui sera nécessaire (la valeur limite aujourd'hui est de 10 %) ainsi que l'impact de cette augmentation sur les rejets et en particulier sur la teneur en mercure du rejet du four de cuisson.

Les informations disponibles aujourd'hui montrent la corrélation entre l'utilisation de gypse synthétique et les rejets de mercure du four.

L'inspection demande que l'exploitant réalise l'analyse de l'impact du gypse recyclé sur les teneurs en mercure du rejet du four et ce dans un délai de 3 mois.

#### Observations :

En fonction des conclusions de son analyse, l'exploitant pourra solliciter une adaptation de ses prescriptions. Il faut comprendre que selon la solution mise en place pour atteindre la VLE de 50 µg/Nm<sup>3</sup> au rejet du four et l'absence d'impact du gypse recyclé, la limitation à 10% du rejet peut s'avérer inutile en cas de mise en place d'un traitement à la cheminée par exemple.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Étude technico-économique du traitement des rejets atmosphériques du four

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/08/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étude technico-économique du traitement des rejets du four
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées pour le 31 décembre 2018 une étude relative à la faisabilité technique et économique de la mise en œuvre d'un procédé de traitement des émissions atmosphériques de mercure issues de la cuisson du gypse artificiel.</p> <p>Cette étude précisera dans les conditions de rejet de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les procédés de traitement des émissions atmosphériques de mercure envisageables ;</li> <li>• leur faisabilité technique.</li> </ul> <p>Elle justifiera de la faisabilité économique des procédés de traitement techniquement réalisables au regard des capacités financières du site.</p> <p>Elle conclura sur la mise en œuvre d'un procédé de traitement des émissions atmosphériques de mercure et proposera le cas échéant un échéancier de réalisation.</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 25 mars 2019, l'exploitant a transmis une étude technico-économique sur les solutions de traitement de ses des émissions du four de cuisson.</p> <p>L'exploitant précise que la solution techniquement la plus pertinente est le procédé Nederman/Mikropul.</p> <p>L'exploitant précise également que la décision de mise en œuvre sera prise à l'échéance du plan de conversion par le gypse naturel.</p> <p>L'échéance du plan de conversion est fixée au 31 décembre 2022 (art.6 de l'APC du 27 août 2018). A la rédaction de ce rapport, le délai n'est pas échu. Cependant, le niveau de conversion ne sera vraisemblablement pas atteint comme le prévoit l'article 6 de l'APC.</p> <p>L'exploitant précise que pour certains types de productions, il ne peut substituer le gypse synthétique par du gypse naturel. Dans ces conditions, il n'est pas acquis que la VLE de 50 µg/Nm3 puisse être respectée.</p> <p>Suite à l'inspection l'exploitant a transmis un courriel le 21 décembre 2022 dans lequel il précise qu'aucune installation de traitement ne sera mise en place. Les raisons invoquées sont la difficulté à trouver la filière de traitement des déchets produits par un tel traitement, d'une part et d'autre part, que l'installation de traitement présenterait des risques pour les salariés lors des opérations de maintenance.</p> <p>L'exploitant précise donc que la stratégie se porte sur la substitution du gypse synthétique.</p> <p>Il y a lieu de considérer que l'exploitant est en conformité avec les prescriptions de l'article 4 de l'APC du 27/08/2018 reprise ci-avant.</p> <p>L'exploitant a remis l'étude. Il propose une solution au regard des conclusions de celle-ci.</p>
<p><b>Observations :</b>  Au regard des éléments transmis, l'inspection considère à ce stade que l'exploitant n'apporte pas toutes les garanties du respect de la VLE de 50 µg/Nm3. Afin d'atteindre ce seuil, il apparaît que l'exploitant devra éliminer totalement le gypse synthétique de sa production. Par son courriel du 21 décembre 2022, l'exploitants'e'st positionné dans cette stratégie de substitution. Il est donc attendu que celle-ci soit menée dans le délai de mise en demeure proposée (cf. constat n°1).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Étude des risques sanitaires liés aux émissions du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/08/2018, article 5
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étude des risques sanitaires liés aux émissions du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser une évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires liés aux émissions, du site selon la démarche décrite dans le guide INERIS d'août 2013 « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires ».</p> <p>L'objectif est de disposer d'éléments d'appréciation pour la gestion des émissions du site et de leur impact sur l'environnement. L'étude précisera en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le niveau des émissions de mercure dans l'atmosphère ;</li> <li>• les enjeux locaux de protection de l'environnement et de la santé à partir des populations, des usages et des voies d'exposition constatés ;</li> <li>• l'état des milieux, leur compatibilité avec les usages constatés ;</li> <li>• les impacts de l'installation sur la santé des populations voisines.</li> </ul> <p>L'évaluation de l'état des milieux permettra de caractériser le contexte environnemental de l'installation et d'adapter les mesures de gestion des émissions au contexte local.</p> <p>L'exploitant se positionnera sur l'utilité de mettre en place un programme de surveillance des émissions dans l'environnement au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du niveau des émissions ;</li> <li>• des enjeux (populations et/ou usages à protéger) ;</li> <li>• de l'état des milieux ;</li> <li>• des niveaux d'exposition estimés au regard des repères de risque.</li> </ul> <p>L'exploitant complètera si nécessaire, en fonction des conclusions de l'étude, son programme d'actions pour réduire ses émissions.</p> <p>L'exploitant transmet, concernant l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires liés aux émissions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un échéancier détaillé de la réalisation de l'étude, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>• les conclusions finales de l'étude et ses propositions en découlant dans les meilleurs délais et au plus tard avant le 31 mars 2019.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courrier du 27 décembre 2018, une étude sanitaire concluant à l'absence d'impact des rejets sur le milieu et sur les populations.</p> <p>Cette étude diligentée suite à la notification de l'arrêté préfectoral du 27 août 2018, se base sur les éléments disponibles à l'époque. Il s'agit des valeurs d'émissions en mercure du site en 2015 (1 valeur), en 2016 (1 valeur), en 2017 (1 valeur) et 3 valeurs (2018). L'étude exclut 2 valeurs (2015 et 2017) car non représentatives du fonctionnement du site. Il est fait une moyenne des valeurs restantes sur laquelle se base l'étude. Le bilan est donc réaliste et pas majorant. Les hypothèses d'émissions prises en compte pour l'étude sont : une concentration en mercure de 769 µg/Nm<sup>3</sup> pour un flux de 6,68 g/h. Ces hypothèses ne correspondent plus aux émissions de mercure actuelles (cf.constat 1).</p> <p>Tenant compte des nouveaux éléments et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* les nouvelles mesures réalisées,</li> <li>* la meilleure connaissance de l'impact de la qualité du gypse sur le rejet,</li> <li>* les mesures de diminution de pollutions à la source (plan de substitution).</li> </ul> <p>L'exploitant doit mettre à jour cette étude de risque sanitaire afin de préciser l'impact sanitaire de son site dans les modes de fonctionnement actuel et futur, le cas échéant. L'exploitant veillera à réaliser un bilan majorant et un bilan réaliste, comme le recommande le guide de l'INERIS de 2021 sur les études de risque sanitaire.</p> <p>La représentativité de la rose des vents choisie devra être démontrée.</p> <p>Il convient que l'exploitant transmette une mise à jour de l'étude à l'Inspection dans <u>un délai de 6 mois</u>.</p>

<p>A ce jour, l'inspection n'a pas connaissance de la réalisation de l'évaluation de l'état des milieux et du positionnement de l'exploitant vis-à-vis de la mise en place d'un programme de surveillance environnementale des émissions dans l'environnement du site.</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant de transmettre une Interprétation de l'Etat des Milieux pour caractériser le contexte environnemental de l'installation et adapter les mesures de gestion des émissions au contexte local. Elle sera accompagnée de la mise à jour de l'étude de risque sanitaire. Ces deux études feront l'objet d'un positionnement de la part de l'exploitant sur la question de la mise en place d'un programme de surveillance.</p>
<p><b>Observations :</b>  Dans le cas où les émissions futures en mercure dépassent un flux de 10g/h, à l'instar de la mesure du 19 février 2021 (cf. Constat 1), l'inspection imposera la mise en place d'un programme de surveillance des émissions de mercure en accord avec l'article 63 du 02/02/98.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Programme de surveillance des émissions atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/08/2018, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions atmosphériques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le flux horaire et la concentration en mercure sont mesurés sur les émissions atmosphériques du four de cuisson mensuellement dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.  Les analyses sont réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse.  Leur fréquence pourra être modifiée, sur demande justifiée de l'exploitant, en fonction de l'évolution du niveau des émissions liée à l'avancement du plan de réduction prescrit à l'article 6.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les mesures mensuelles réalisées sur 2021 et 2022.  L'exploitant justifie de 12 mesures sur 2021 (1 par mois) et de 9 mesures sur 2022.</p> <p>A la rédaction de ce rapport, les dernières mesures disponibles sont celles d'octobre 2022.</p> <p>Il apparaît toutefois que les mesures réalisées en début d'année 2022 ne suivent pas la périodicité imposée. En effet, l'exploitant a fait réaliser une mesure en février (23/02) et 2 en avril (1er et 20 avril).</p> <p>L'exploitant justifiera de ce non respect de la périodicité <u>dans un délai de 1 mois.</u></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>